

La Lettre

de la Fondation de la Résistance

*Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République
n° 80 – mars 2015 – 5,50 €*



Dossier thématique

Les poches de l'Atlantique et de la mer du Nord

Il y a soixante-dix ans Quelques dates pour se souvenir

Dans cette rubrique, nous poursuivons, pendant toute la durée du 70^e anniversaire, l'évocation des grands événements ayant marqué la Résistance intérieure. Cette chronologie n'a bien sûr rien d'exhaustif et n'a pour seule ambition que de rappeler quelques grandes dates jalonnant son histoire.

Premier trimestre 1945

9 mars 1945

Coup de force japonais en Indochine. Les Japonais y disposent de 60 000 soldats, en vertu des accords de coopération militaire et économique concédés depuis 1940 par le gouverneur du territoire, l'amiral Decoux, partisan zélé de la Révolution nationale. En 1944, pour éviter la main-mise du Japon sur l'Indochine après la chute de Vichy, le Gouvernement provisoire de la République française a maintenu Decoux en place comme façade. La Résistance, qui avait pu notamment développer plusieurs réseaux de renseignement, a donc continué son action clandestine, sous la direction du général Mordant qui faisait office de délégué secret du GPRF. Mais cette nouvelle donne n'est pas allée sans provoquer des divisions internes, du fait des séquelles de la période précédente, où Decoux avait mené une répression très dure contre les réseaux « gaullistes ».

Au début du mois de mars 1945, la prise de Manille par les Américains précipite le coup de

force en Indochine, car celle-ci devient alors un territoire stratégique pour les communications du Japon avec les pays qu'il occupe encore en Asie du Sud-Est. Le 9 mars, les Japonais adressent un ultimatum aux Français, puis sans attendre son expiration attaquent partout les troupes françaises, sous-équipées et en infériorité numérique. Après quarante-huit heures de combat, près de 37 000 Français sont faits prisonniers (12 000 militaires et 25 000 civils). 2 500 ont été tués, pour la plupart massacrés sur place après leur capture. La brigade du général Alessandrini a réussi à se replier en Chine.

Parmi les prisonniers, les personnes soupçonnées de résistance passent entre les mains de la *Kempetai*, police militaire japonaise dont les méthodes n'ont rien à envier à la *Gestapo*, et qui supervise par ailleurs des camps où une partie des prisonniers est détenue dans des conditions proches de l'univers concentrationnaire nazi : le bilan est de 1 500 morts en cinq mois, jusqu'à la capitulation japonaise. ●

Disparition de Renée Bédarida

Renée Bédarida, membre du jury du prix Philippe Viannay-Défense de la France est décédée le 10 février dernier. Étudiante à Lyon pendant la guerre, Renée Bédarida s'était engagée dans la Résistance au sein du mouvement Témoignage chrétien et en contribuant aux actions clandestines de L'Amitié chrétienne. Ses activités



multiples allèrent de la manifestation contre la projection du film *Le Juif Süss* au travail pour *Témoignage Chrétien* clandestin : transport des articles à imprimer, diffusion du journal, préparation à Dijon du numéro de la Libération. Elle convoqua aussi des jeunes juives étrangères vers le couvent qui devait les héberger sous de fausses identités. Après la guerre, elle prolongea cet engagement multiforme en agissant au service des plus démunis, en particulier comme visiteuse de prison. Elle devint aussi l'historiographe du mouvement Témoignage Chrétien, parfois avec le concours de son mari l'historien François Bédarida. Ce fut d'abord une monographie sur le mouvement, parue en 1977, puis la réédition de l'intégralité des publications clandestines de TC (les *Cahiers* et le *Courrier du Témoignage Chrétien*), enfin une biographie du créateur et principal dirigeant de TC, le Père Chaillot.

Renée Bédarida était aussi l'auteur d'une synthèse sur *Les catholiques dans la guerre 1939-1945 entre Vichy et la Résistance*, parue chez Hachette (coll. La vie quotidienne), et de l'édition critique des écrits du Père Henri de Lubac pendant l'Occupation ●

Bruno Leroux

Un des 16 dessins de la brochure *Kempetai* mars-septembre 1945 publiée à Saïgon en 1947 dénonçant les traitements infligés aux personnes soupçonnées de résistance par la *Kempetai*. Par ce dessin intitulé « Pature », l'auteur, le capitaine Pauwels, qui a connu l'enfermement dans les geôles de la *Kempetai* et a subi ses tortures, rappelle que « trois fois par jour, une boule de riz de la grosseur d'une orange est jetée aux prisonniers ».



Coll. Musée de l'ordre de la Libération

En couverture : Cognac le 18 septembre 1944. Le général de Gaulle, André Diethelm, le général de Larminat et le colonel Henri Adeline passent en revue les soldats qui assiègent les Allemands retranchés dans les poches de l'Atlantique.

Le colonel Henri Adeline vient d'être confirmé par le général de Gaulle dans son commandement des forces assiégeant les poches de La Rochelle, Royan et la Pointe de Grave tandis que le général Edgard de Larminat sera nommé le 14 octobre 1944 commandant des Forces Françaises de l'Atlantique (cf. encadré page 11).

© DR / Musée de l'ordre de la Libération



Sommaire

DOSSIER THÉMATIQUE

Les poches de l'Atlantique et de la mer du Nord

- Les Forces françaises de l'Ouest, entre oubli, mémoire et historiographie.....p. I
- Le « front oublié » des poches de l'Atlantique et de la mer du Nord : typologie des opérations militaires p. III
- Les forteresses : dernière arme secrète de Hitler (août 1944-mai 1945)..... p. IV
- Foch, le « journal de front » d'une unité des Forces françaises de l'Ouest..... p. VI
- Un ancien FFO se souvient p. VIII

Mémoire et réflexions

- Il y a soixante-dix ans. Quelques dates pour se souvenir p. 2
- Disparition de Renée Bédarida..... p. 2

La vie de la Fondation de la Résistance

- Activités du département recherche et pédagogie p. 4
- Activités du département documentation et publications..... p. 6
- Activités du département AERI..... p. 7

Les activités de MER

Association des amis de la Fondation de la Résistance.....p. 5

Livresp. 8

Malgré toutes les démarches entreprises, la Fondation de la Résistance n'a pas pu retrouver les ayants droits de certaines photographies. Les personnes disposant de ces droits peuvent prendre contact avec la Fondation de la Résistance.

Éditeur : Fondation de la Résistance
Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République
30, boulevard des Invalides - 75007 Paris
Téléphone : 01 47 05 73 69
Télécopie : 01 53 59 95 85
Site internet : www.fondationresistance.org
Courriel : fondresistance@sfr.fr
Directeur de la publication : Jacques Vistel,
Président de la Fondation de la Résistance
Directeur délégué de la publication : François Archambault
Rédacteur en chef : Frantz Malassis
Comité de rédaction : Fabrice Bourrée, Paulina Braut, Rémy Desquesnes, Bruno Leroux, Frantz Malassis, Jean Novosseloff, Hélène Staes, Stéphane Weiss.
Fichier des abonnés : Amélia Polonia-Vaz
Maquette, photogravure et impression : humancom, 48 rue de Dantzig 75015 Paris.
Revue trimestrielle. Abonnement pour un an : 20 €. n° 80 : 5,50 €
Commission paritaire n° 1115A07588 - ISSN 1263-5707
Dépôt légal : mars 2015

Monument Jean Moulin, dit le glaive brisé à Chartres. Cône conçu et réalisé par le sculpteur Marcel Courbier (DR)

Le mot du Président

Les récents attentats qui ont endeuillé notre Pays en ce début d'année ont été suivis d'une mobilisation de l'ensemble de la communauté nationale autour des valeurs qui font la grandeur de notre République. Ces moments d'union rares dans l'histoire d'une nation ont été à l'image du drame ressenti, car ce sont bien les principes même de notre République qui ont ainsi été visés.

En prenant pour cible les dessinateurs, les journalistes et les collaborateurs du journal satirique *Charlie Hebdo* les fanatiques s'attaquaient à la Liberté d'expression. Cette même Liberté d'expression qui, dans la nuit de l'Occupation, fut défendue sans relâche par de nombreux résistants qui, choisissant les armes de l'esprit, ont publié et diffusé, au péril de leur vie, une presse libre pour lutter contre l'influence de la

propagande nazie et collaborationniste dans l'opinion publique. Cette liberté d'expression, fondement de toute Démocratie, figure d'ailleurs en bonne place dans le programme du Conseil National de la Résistance (CNR) adopté le 15 mars 1944, en pleine France occupée. Dans ce document, les membres du CNR proclament ainsi qu'ils sont décidés à rester unis après la libération pour assurer : « la pleine liberté de pensée, de conscience et d'expression » et comme une continuité logique : « la liberté de la presse, son honneur et son indépendance à l'égard de l'État, des puissances d'argent et des influences étrangères ».

Les otages de l'hypermarché casher de la Porte de Vincennes ont été quant à eux victimes de l'antisémitisme qui s'exprime de façon de plus en plus virulente à l'égard de la communauté juive de France au moment même où nous commémorons le 70^e anniversaire de la libération d'Auschwitz. Cette forme extrême d'intolérance est pour moi inconciliable avec le projet de vivre ensemble d'une communauté démocratique et doit être combattue avec énergie par tous les acteurs de la société.

Les policiers n'ont pas été épargnés par cette vague d'attentats. Parce qu'ils incarnent l'ordre républicain et protègent tous les citoyens, ils ont constitué la troisième catégorie à tomber sous les balles des fanatiques.

Maintenant, il faut que ce sursaut, où toute une Nation s'est retrouvée pour réaffirmer l'importance des principes qu'elle partage, débouche sur des engagements et des projets concrets pour lutter contre ces formes nouvelles de barbarie. Le meilleur rempart à ces formes d'extrémisme passe avant tout par l'éducation de la jeunesse.

Ainsi, nous avons été heureux d'apprendre que le Président de la République décide que le Concours national de la Résistance et de la Déportation touche davantage d'élèves dans le plus grand nombre d'établissements. Une mission de réflexion sur le Concours, outil pédagogique qui allie histoire, mémoire et citoyenneté, a été créée laquelle rendra son rapport fin avril. Bien sûr nous veillerons, à la Fondation de la Résistance, à ce que l'esprit qui anime ce Concours, né il y a plus de cinquante ans de la volonté de la Confédération nationale des Combattants Volontaires de la Résistance qui nous a confié en héritage la pérennisation de ses actions, soit maintenu dans ses grandes lignes. ●



DR

Le mot du Président



Jacques Vistel
Président de la Fondation de la Résistance

Activités du département recherche et pédagogie



Coll. Fondation de la Résistance

La journée d'études sur la numérisation de la presse clandestine

En première partie de matinée, deux universitaires ont brossé un tableau des conditions de production de la presse clandestine (Marie-Cécile Bouju) et de son historiographie (Jean-Marie Guillon). Puis, une table-ronde animée par le journaliste Antoine Spire a réuni plusieurs acteurs de la période: Jacqueline Fleury, du mouvement de résistance Défense de la France, Jean-Louis Crémieux-Brilhac, du service d'information de la France libre, et Jean Grenier, qui a rejoint le journal *Combat* après la Libération de Paris à laquelle il avait contribué.

En début d'après-midi, un état du développement de l'opération «numérisation de la presse clandestine» a été présenté. La numérisation des 1000 titres de la collection de la BnF et leur intégration au site Gallica ont été retracées par Aline Girard (direction de la coopération) et Philippe Mezzasalma (direction des périodiques). Cette première phase, achevée depuis 2012, est en voie de valorisation par la création d'un accès thématique spécifique sur le «blog Gallica». Puis Guy Krivopissko a présenté la collection du Musée de la Résistance nationale, qui comporte plus de 250 titres de périodiques clandestins n'existant pas à la BnF.

Ceux-ci viennent d'être numérisés et l'opération sera poursuivie en 2015 avec les compléments des titres déjà présents à la BnF.

La Fondation de la Résistance a précisé ensuite son rôle dans l'opération: rôle d'impulsion à l'origine puis d'expertise de son Comité historique et pédagogique présidé par Antoine Prost, rôle technique aussi dans les relations avec les partenaires tiers comme le MRN (participation à la description puis au contrôle-qualité de la numérisation, transport et assurance des originaux), rôle de valorisation enfin sur son site internet (fiche-méthode d'utilisation de Gallica, etc.). Franck Veyron, de la Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine, a présenté les collections de la BDIC qui sera le deuxième grand fonds documentaire sollicité pour compléter les titres actuellement sur Gallica.

L'après-midi s'est poursuivie par une table-ronde que présidait Antoine Prost, sur les perspectives de recherches induites par la numérisation de ce corpus, et s'est clôturée avec la projection du film réalisée par Joëlle Van Effenterre sur *Défense de la France*. ●

Bruno Leroux

Le 28 novembre 2014, la Bibliothèque nationale de France (BnF) a organisé à Paris une journée d'études qui constituait un rapport d'étape de la coopération engagée entre la Fondation de la Résistance et la BnF pour numériser et mettre en ligne la collection la plus complète possible de la presse clandestine. Cette journée, intitulée «Les journaux clandestins de la Résistance à l'heure de la numérisation: nouvelles lectures et perspectives de recherches», a été introduite par les présidents des deux institutions, Bruno Racine et Jacques Vistel.

Enseigner l'histoire de la Résistance: une priorité de la Fondation de la Résistance

Afin de sensibiliser les professeurs du secondaire à l'enseignement de l'histoire de la Résistance et au Concours national de la Résistance et de la Déportation, la Fondation de la Résistance organise des formations avec le soutien de l'inspection générale et des inspections académiques.

La formation lettres-histoire «Résistance, répression, écriture»

Les 5 et 6 février 2015, trente professeurs de l'académie de Versailles ont assisté à une formation académique au siège de la Fondation de la Résistance à Paris sur le thème «Résistance, répression, écriture». Cette formation innovante et inédite a rassemblé des professeurs d'histoire-géographie, de lettres et de documentation. Portée par la Fondation de la Résistance, elle a reçu le soutien de l'Inspection générale, des inspecteurs de l'académie de Versailles, Valérie Dautresme, IA-IPR d'histoire-géographie et Arnaud Aizier, IA-IPR de lettres, du service éducatif des archives nationales et de la Maison des écrivains et de la littérature.

Les enseignants, inscrits à cette formation dans le cadre du Plan académique de formation, sont issus de tous horizons: collèges, lycées généraux, lycées professionnels et unité pénitentiaire de Fleury-Mérogis. Cette formation

a été l'occasion de réfléchir à l'importance du travail interdisciplinaire dans les établissements scolaires entre les professeurs de lettres, d'histoire et de documentation. Comment travailler ensemble autour de la question de la Résistance? Le statut des textes littéraires et historiques, la nécessaire contextualisation des sources, la logique disciplinaire des enseignements ont été l'objet d'interrogation et de vifs débats parmi les participants.

La première journée a été consacrée à l'écriture de la Résistance pendant et après la guerre. L'historien Laurent Douzou a présenté les registres d'écriture dans l'historiographie de la Résistance, de Jean Paulhan, à Lucien Febvre en passant par René Char, ainsi que des textes emblématiques qui peuvent être étudiés en classe. L'après-midi a été dédiée à la poésie engagée. Bruno Leroux, directeur historique de la Fondation de la Résistance, et Anne-Bervas Leroux, professeur de lettres et formatrice dans l'académie de Versailles, ont montré la diversité



Photo Frantz Malassis

Intervention de Laurent Douzou au sein de cette formation.

de la production poétique des résistants sous l'Occupation.

La deuxième journée, consacrée à la production littéraire contemporaine sur la Résistance, a permis à Françoise Henry, petite nièce du résistant Jacques Richard responsable d'un réseau de cheminots, auteur du livre *Plusieurs mois d'avril* (Gallimard, 2011), d'interroger la légitimité de l'écrivain dans la transmission de la mémoire. Pascale Perrard, de la Maison des écrivains et de la littérature, a rappelé aux enseignants les modalités d'intervention d'un écrivain dans une classe.

► suite de cette rubrique page 7

Les poches de l'Atlantique et de la mer du Nord

Ce dossier thématique est en lien avec le soixante-dixième anniversaire de l'année 1945 ■

Les Forces françaises de l'Ouest, entre oubli, mémoire et historiographie

Par Stéphane Weiss, doctorant en histoire contemporaine

« Il est un mot qui a fait fortune : FFO signifie Forces françaises oubliées. Mot souvent justifié par les faits et de plus, vexant pour l'amour-propre » ⁽¹⁾. Cette phrase, rédigée sur le front de Royan en février 1945, résume le ressenti d'une large part des volontaires français des Forces françaises de l'Ouest (FFO). L'expression a perduré, au point de caractériser les fronts de l'Atlantique dans l'historiographie. Comment s'est construit ce sentiment et peut-on l'objectiver ⁽²⁾ ?

La constitution d'un sentiment d'oubli

Quelque 65 000 volontaires ex-FFI servent devant les poches allemandes de l'Atlantique dès octobre 1944. Deux termes caractérisent les premiers temps : précarité et improvisation, car tous les circuits d'approvisionnement sont à construire. Parallèlement, ces volontaires sont confrontés à une domination tactique adverse : bien loin de l'enthousiasme du mois d'août 1944, il est question d'un retour à la Drôle de guerre, terme éminemment péjoratif. Cette situation est aggravée par la vaine attente d'un équipement militaire moderne, dont le GPRF n'a pas les moyens.

Les conditions sont réunies pour que l'attente évolue en une démoralisation latente. Celle-ci tourne à la crise morale survenue durant l'automne, lorsque les ex-FFI doivent signer un acte d'engagement individuel dans l'armée ou retourner à la vie civile, choix que feront près de 20 % d'entre eux. Ce taux de 20 % est conséquent mais est à relativiser au regard du taux de 45 % constaté pour les formations FFI parties du Sud-ouest à la rencontre de la 1^{re} Armée. Ce faisant, le sentiment d'oubli se mue en malaise, à l'image d'un texte paru sur le front de Royan : « Nous, FFI, qui marquons le pas [...] depuis bientôt quatre mois, aurions-nous démérité pour que l'on ne donne pas à nos soldats les moyens normaux de continuer à combattre vaillamment ? » ⁽³⁾



D'anciens maquisards d'Indre-et-Loire intégrés dans le 32^e RI participent à la garde de la poche de Saint-Nazaire. Tenues hétéroclites (casque de la Défense passive, bérêts civils, calots militaires), ce qui montre une certaine improvisation dans l'approvisionnement, creusement des tranchées pour assiéger les Allemands : la situation décrite par cette photographie des hommes du 32^e RI illustre parfaitement le sort de l'ensemble des volontaires ex-FFI devant les poches de l'Atlantique et de la mer du Nord durant l'automne et l'hiver 1944.

À la tête des FFO, le général de Larminat n'a pas ménagé sa peine pour améliorer l'ordinaire de ses troupes. Il obtient en particulier les ressources nécessaires pour un quasi-alignement des rations alimentaires sur celles des troupes régulières. De même, son action auprès du SHAEF et du GPRF permet une amélioration des conditions vestimentaires. À partir de janvier, les FFO réceptionnent 885 000 effets britanniques, qui viennent compléter 1 240 000 effets de récupération obtenus avant la fin de l'année 1944. En matière d'allocation d'effets français, les FFO, bien que ne représentant qu'un cinquième des effectifs FFI recensés au plan national en novembre 1944, ont perçu le quart des 4,8 millions d'articles de toute nature distribués au niveau national, soit autant que les FFI de la 1^{re} Armée.

En termes de ressenti, ces résultats interviennent cependant trop tard, après cinq mois de siège. Ces efforts sont eux-mêmes des vecteurs du sentiment d'oubli : les livraisons reçues, y compris les lots d'habillement britanniques, sont toutes composées d'effets de seconde, voire de troisième main. Ainsi se forge une sorte d'image d'Épinal, qui va caractériser

SOMMAIRE

- Les Forces françaises de l'Ouest..... p. I
entre oubli, mémoire et historiographie
par Stéphane Weiss,
doctorant en histoire contemporaine
- Le « front oublié » des poches..... p. III
de l'Atlantique et de la mer du Nord :
typologie des opérations militaires
par Bruno Leroux
- Les forteresses : dernière arme p. IV
secrète de Hitler (août 1944-mai 1945)
par Rémy Desquesnes, historien
- Foch, le « journal de front » d'une unité p. VI
des Forces françaises de l'Ouest
par Frantz Malassis
- Un ancien FFO se souvient p. VIII
par Hélène Staes

les évocations ultérieures des volontaires des FFO mais qui pourrait tout aussi bien correspondre aux volontaires ex-FFI d'autres fronts ou des formations restées encasernées sans allocation de matériel : celle de *Soldats en sabots* et de *Va-nu-pieds superbes*.

Un sentiment d'oubli à replacer dans son contexte

En août 1944, la prise des ports bretons est à l'ordre du jour des priorités alliées. Le SHAEF reporte cependant rapidement son attention sur Marseille et Anvers, compte tenu de leurs capacités logistiques en direction d'un front reporté vers la frontière allemande. Dès le 7 septembre, le SHAEF décide d'abandonner les projets liés aux ports de la façade atlantique : le dégagement des accès d'Anvers focalise les efforts, tandis que Marseille est ré-ouvert au trafic dès la mi-septembre. Les ports français encore aux mains allemandes se trouvent ainsi relégués au rang de fronts secondaires. À la fin du mois de novembre 1944, les forces de siège maintenues par les Alliés de la Gironde à Dunkerque ne dépassent pas 105 000 hommes, face à 102 500 Allemands (y compris les îles anglo-normandes). Si on y compte 35 000 soldats réguliers alliés, la masse principale est composée de FFI irréguliers : les FFI assurent une opportune garde des poches, sans grande ponction de forces sur le front principal et avec un assez faible coût logistique (prise en charge alliée limitée aux allocations d'habillement britanniques déjà évoquées, ainsi qu'à des livraisons de matériel allemand capturé).

Le GPRF développe assez tôt des projets aussi politiques que militaires pour les fronts de l'Atlantique, à l'image de l'annonce le 18 septembre, par le général de Gaulle, d'une prise de Royan par la force. Ce projet, explicitement dénommé opération *Indépendance*,



© DR/Musée de l'ordre de la Libération.

▲ Le **général Edgard de Larminat** est nommé le 14 octobre 1944 commandant des Forces Françaises de l'Atlantique par le général de Gaulle. Dans le courant de l'hiver 1944-1945, il procède à l'instruction et à la structuration en unités complètes de dizaines de milliers de combattants FFI. Dans le tome III de ses *Mémoires de guerre*, le général de Gaulle décrit ainsi l'action déterminée du général Larminat qu'il avait fait compagnon de la Libération en août 1941 : « Depuis le 14 octobre [...] il s'était voué à organiser et équiper la foule militaire ardente mais confuse et dépourvue dont il devait faire une armée. Il y avait réussi... [...] il s'était fait de toutes sortes de pièces et de morceaux, trois divisions, des réserves, une artillerie, une aviation et des services aptes à livrer bataille et qui allaient le prouver ».

s'inscrit dans la volonté de démonstration du statut retrouvé de la France. Des FFI présents, il n'en est néanmoins guère question. Le projet repose en effet sur l'emploi de deux divisions de la 1^{re} Armée. La place accordée aux FFO dans le programme français de réarmement officialisé le 30 novembre s'inscrit dans cette logique. Hormis le cas des FFI des fronts bretons appelés à intégrer une nouvelle 19^e Division, rien n'est précisément annoncé pour les FFO.

Le report de l'attaque de Royan, le 14 décembre, modifie la donne tandis que le général de Larminat n'a pas manqué d'informer le gouvernement sur le malaise palpable au sein des FFO. En janvier, le GPRF change de cap en entérinant l'activation de deux divisions au sein des FFO, en sus de la 19^e Division bretonne : la 25^e Division devant Saint-Nazaire et une 23^e Division *hors plan* dans le Sud-ouest. L'équipement des unités des 19^e et 25^e DI va reposer sur des livraisons d'armes de récupération. Quant à la 23^e DI, son programme d'équipement s'appuie exclusivement sur la relance de productions industrielles françaises, suffisantes pour équiper à neuf une division en un trimestre.

Cet afflux relatif de moyens ne doit pas dissimuler une situation qui reste précaire. En matière d'habillement, l'indispensable a été assuré mais l'équipement reste basique : les simples musettes sont encore rares. Hormis les principales unités de la 23^e Division, l'équipement reste hétéroclite, usagé et partiel, uniquement valable pour un siège statique : quelle qu'ait été l'amélioration qualitative apportée pour le printemps 1945, elle est insuffisante pour modifier une représentation dégradée et dégradante des troupes des FFO.

Les conditions de transmission mémorielle

À la fin de la guerre, avec la démobilisation, la majorité des ex-volontaires retourne à la vie civile, tandis que les unités formées au printemps 1945 sont progressivement dissoutes. L'immédiat après-guerre

Portrait du colonel Henri Adeline.

En août 1944, à la tête des hommes de l'AS et des FTP de Dordogne, il poursuit les Allemands qui se replient sur Bordeaux. Début septembre, commandant tous les groupes FFI du Sud-Ouest soit 12 000 hommes, il isole les forces allemandes subsistant dans les poches de La Rochelle, Royan et la Pointe de Grave.

Le 18 septembre 1944, à son PC de Saintes, le général de Gaulle le confirme dans son commandement des forces assiégeant ces trois poches et lui communique son intention de réduire par la force les deux dernières (Royan et la Pointe de Grave) qui interdisent l'accès du port de Bordeaux. En attendant, Henri Adeline assure leur siège avec des forces relativement faibles et pauvrement armées comparées aux Allemands.

Le 22 octobre, il passe sous les ordres du général de Larminat, commandant des Forces Françaises de l'Atlantique. Lors de l'attaque de Royan, du 14 au 18 avril 1945, il commande le groupe sud de la division « Gironde ».

Décoré de la croix de compagnon de la Libération par le général de Gaulle le 25 avril 1945 près de Royan, il est nommé général le 8 mai 1945.

n'a pas offert un cadre propice pour l'intégration des ex-FFO à la geste de l'Armée française reconstituée. Les anciens volontaires du front de l'Atlantique représentent une population hétérogène et assez peu nombreuse (de l'ordre de 100 000 hommes). On n'observe pas de dynamique associative nationale. De même, les ex-fronts n'accueillent pas de lieu mémoriel de renommée nationale. Au quotidien, le souvenir des FFO reste ainsi émietté entre des amicales de portée locale. Pire, une mémoire négative s'est constituée : à Royan, le désastreux bombardement de janvier 1945 a bien évidemment marqué les esprits, tout comme les relations tendues entre combattants et habitants du front. Quant aux ouvrages publiés au sujet des FFO durant l'immédiat après-guerre, ils restent dispersés et marqués par des controverses entre ex-chefs⁽⁴⁾. Aucune condition n'était réunie pour la constitution d'une mémoire partagée et partageable de l'histoire des FFO. De plus, la controverse sur le bombardement de Royan et sur l'intérêt des opérations d'avril 1945 vient focaliser la considération historique de ces fronts⁽⁵⁾.

Hormis des historiques à diffusion restreinte, un premier essai de synthèse portant sur l'ensemble des poches ne paraît qu'en 1965⁽⁶⁾. Il est centré sur les opérations militaires. Lors de la parution en 1973-1975 de la collection « La Libération de la France » dirigée par Henri Michel, les combattants des FFO ne sont évoqués que marginalement. Les volontaires de l'Ouest ne font pas non plus partie des sujets abordés en 1974 lors du colloque du Centre national de la Recherche scientifique sur la *Libération de la France*, contrairement aux FFI de la 1^{re} Armée.

À partir des années 1980, la thématique des poches de l'Atlantique connaît un renouveau marqué, essentiellement à partir d'initiatives locales. À la faveur des cycles de commémorations, un nombre croissant d'ouvrages est paru⁽⁷⁾. Cette dynamique se poursuit avec, entre autres, une récente synthèse proposée sur l'ensemble des poches allemandes (2011)⁽⁸⁾ et une biographie du général de Larminat (2008)⁽⁹⁾.

Conclusion

Forces françaises oubliées : l'expression résume le sentiment dominant des volontaires des fronts de l'Atlantique durant l'hiver 1944-1945. Davantage qu'un oubli intentionnel, ils ont souffert d'une imprévision : les FFO ont été des *forces inattendues* sur des fronts eux-mêmes inattendus et sans influence majeure sur le cours général des opérations. Ceci s'est traduit par une absence de prise en compte rapide des besoins des volontaires. Le gouvernement français a fait ce qu'il a pu mais il n'avait que peu de degrés de liberté, pris en tenaille entre la faiblesse de ses moyens matériels et une stricte dépendance militaire vis-à-vis des Alliés.

Par la suite, les fronts secondaires de l'Atlantique n'ont guère trouvé leur place dans la mémoire collective nationale. Leur potentiel moment de glorification n'est intervenu qu'en mai 1945, bien après l'euphorie libératrice de l'été 1944 et à une période où l'opinion publique était focalisée sur la fin des combats en Allemagne et sur le retour de centaines de milliers de prisonniers et de déportés.

De nos jours, les combattants des FFO disposent d'une place moins confidentielle au sein de l'historiographie. Les archives publiques et privées offrent par ailleurs aux historiens une riche matière dont l'exploitation est loin d'être achevée, s'il s'agit de dépasser le seul récit des combats. ■

(1) Rapport sur le moral du 158^e RI, 15 mars 1945

(Service historique de la Défense, département Terre, cote 12P26)

(2) Cet article résume une communication de Stéphane Weiss : « Forces françaises de l'Ouest, Forces françaises oubliées ? », in *Guerres mondiales et conflits contemporains* n° 255, PUF, 2014, p. 99-121.

(3) *Sans-Culotte*, bulletin du Régiment Bernard, n° 3, 6 janvier 1945.

(4) *Livre d'or des Forces françaises de l'Ouest*, préfacé par le général Edgard de Larminat, Paris, Georges Lang, 1948, 103 p.; Henri Adeline, *La Libération du Sud-ouest – Bordeaux, Royan – La Rochelle*, Alger, Imprimerie Baconnier, 1948.

(5) Hubert Meyer, *Entre marins : Rochefort, La Rochelle, Royan (1944-1945)*, Paris, Robert Laffont, 1966, 312 p.

(6) Jacques Mordal, *Les Poches de l'Atlantique*, Paris, Presses de la Cité, 1965, 315 p.

(7) Voir entre autres, sans exhaustivité : André Jolit, André Dartigues et Paul Memain, *Le Front du Médoc – une Brigade FFI au combat*, Fédération des Associations d'anciens combattants du Front du Médoc et de la Brigade Carnot, 1989 (1984), 464 p.; Christian Genet, *La Libération des deux Charentes – Soldats en sabots*, La Caillerie, Gémocac, 1990, 277 p.; Alain Chazette et Fabien Reberac, *Royan – Pointe de Grave*, Paris, Éditions Histoire & Fortifications, 2005, 336 p.; Luc Brauer, *L'Incrovable Histoire de la poche de Saint-Nazaire*, auteur-éditeur, 2003, 160 p.

(8) Rémy Desquesnes, *Les poches de résistance allemandes*, éditions Ouest-France, Rennes, 2011, 158 p.

(9) Paul Gaujac et Antoine Champeaux, « Le général de Larminat et le front de l'Atlantique », in Philippe Oulmont (dir.), *Larminat. Un fidèle hors série*, Fondation Charles de Gaulle, Paris, éditions LBM, 2008, p. 187-229.

Le « front oublié » des poches de l'Atlantique et de la mer du Nord : typologie des opérations militaires ⁽¹⁾

Par Bruno Leroux

De septembre 1944 à mai 1945, ce front a surtout donné lieu à des duels d'artillerie continus et des accrochages directs très limités, principalement motivés côté allemand par les besoins en ravitaillement. Cependant, on peut déceler trois moments particuliers, où des combats de plus grande ampleur ont eu lieu : d'abord à l'automne, lors d'engagements qui contribuent à fixer le périmètre durable des poches ; ensuite, pendant la contre-offensive allemande des Ardennes (mi-décembre 1944 et janvier 1945), avec des attaques allemandes contre les assiégeants ; enfin en avril 1945, peu avant la capitulation prévisible du Reich, avec de véritables offensives françaises libérant le secteur sud (Royan, pointe de Grave).

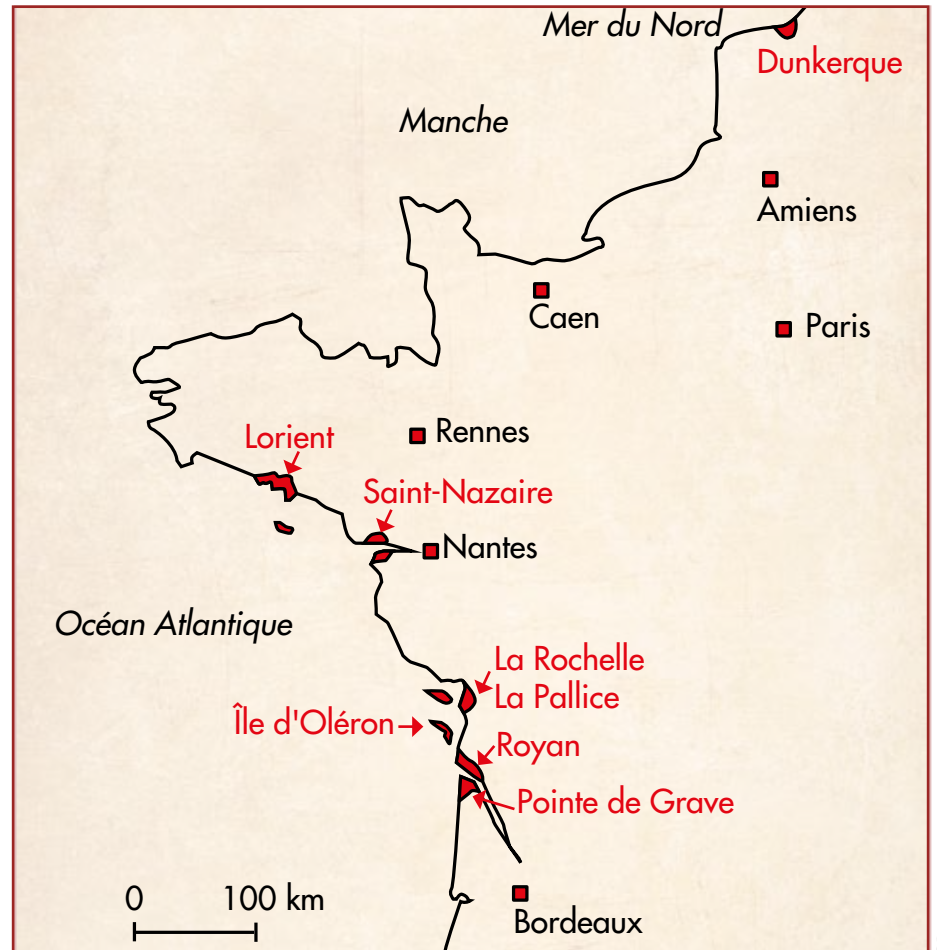
■ **Dunkerque** = reddition sans combat le 9 mai 1945 ; 13 000 allemands ont été assiégés par les 4 000 hommes de la 1^{re} brigade blindée tchèque (succédant à des troupes britanniques) et 4 500 ex-FFI (bataillons Jean Bart et Dunkerque, renforcés par des éléments venus de Beauvais et d'Arras). Principales opérations : assaut allié le 28 octobre dans le secteur d'Uxem faisant prisonnier un bataillon allemand, attaques allemandes répétées simultanées à la contre-offensive des Ardennes, raid allemand à travers le canal de Bourbourg le 10 avril 1945 (le plus meurtrier pour les Alliés). Pertes alliées sur la période : près de 300 tués (120 Français, 170 britanniques).

■ **Lorient** = reddition sans combat le 8 mai 1945 ; 25 000 allemands assiégés par 13 bataillons FFI ⁽²⁾ et des éléments américains. Principales opérations à l'automne 1944 autour de la rivière d'Étel : fin octobre, offensive allemande sur la rive gauche, puis début décembre, offensive d'une division US sur la rive droite.

■ **Saint-Nazaire** = reddition sans combat le 8 mai 1945 ; 35 000 allemands assiégés par 21 bataillons FFI ⁽³⁾ et des éléments américains. Principales opérations : offensive allemande en décembre dans la partie sud de la poche (pays de Retz).

■ **La Rochelle** = reddition sans combat le 7 mai 1945 ; la population « empochée » étant considérable, une convention temporaire de non-agression réciproque avait été signée le 18 octobre 1944, qui laissait cependant toute latitude d'action dans une zone-tampon où les Allemands firent plusieurs raids (notamment sur Marans en janvier 1945) ; c'est la seule poche dont les assiégeants soient uniquement des Français : 8 000 FFI ⁽⁴⁾.

■ **Royan** (ou « Gironde-nord ») = reddition principale le 17 avril ; la plus petite des poches, contre laquelle



de Gaulle souhaite dès septembre 1944 planifier une offensive pour renforcer l'apport de la France à la victoire alliée. Elle est reportée du fait de la contre-offensive des Ardennes, mais le bombardement préliminaire prévu est maintenu pour affaiblir les défenses allemandes. Ce raid aérien du 5 janvier 1945 détruit la ville à 85 % et occasionne 500 victimes civiles, révélateur de graves dysfonctionnements dans la définition commune des objectifs par les demandeurs (le commandement français) et l'aviation stratégique alliée (1st Tactical Air Force). L'essentiel de la poche est conquis du 15 au 17 avril, suivi le 18 par la pointe de La Coubre puis le 30 avril par l'investissement de l'île d'Oléron. 30 500 hommes, dont 14 000 FFI, ont participé à l'assaut. Des éléments blindés de la 2^e DB de Leclerc et du 13^e Dragons ont ouvert la route à l'infanterie, où les FFI côtoient des troupes coloniales, en particulier le 4^e régiment de zouaves, des spahis marocains, le BM2 de l'Oubangui-Chari et les Antillais du BM 5.

■ **Pointe de Grave** (ou « Gironde-sud ») = reddition le 20 avril des 4 000 défenseurs, après une offensive menée principalement à partir du

14 avril par les 11 000 hommes de la « brigade Médoc », comprenant notamment un régiment d'AEF et de Somalie, un bataillon indochinois, un bataillon marocain et le 34^e RI formé de FFI landais ⁽⁵⁾.

(1) La plupart de ces données proviennent de l'ouvrage de référence de Rémy Desquesnes, *Les poches de résistance allemandes. Août 1944-mai 1945*, éditions Ouest-France, coll. Poche-Histoire, 2012.

(2) Fin décembre 1944 (source américaine).

(3) En décembre 1944, soit 29 000 hommes en incluant les FFI de la poche de Lorient. En mars 1945, le total est de 38 500 soldats français (dont 20 500 devant Lorient), auxquels s'ajoutent 18 000 Américains répartis entre les deux poches.

(4) En octobre 1944. Bataillons FFI de Vendée, bataillon Foch, 114^e RI des Deux-Sèvres et 108^e RI (comprend notamment des maquisards de Dordogne, du Périgord ou du Lot).

(5) Paul Gaujac, « Le général de Larminat et le front de l'Atlantique », in Philippe Oulmont (dir.), *Larminat. Un fidèle hors série*, Fondation Charles de Gaulle Paris, éditions LBM, 2008.

Les forteresses: dernière arme secrète de Hitler (août 1944-mai 1945)

Par Rémy Desquesnes, historien

Dans le projet de mise en défense des côtes de l'Europe occidentale élaboré par le Haut commandement de la *Wehrmacht*, au début de l'année 1942, priorité était donnée à la fortification des grands ports. On pensait, à Berlin que, lors de leur grand retour sur le continent, les Alliés chercheraient avant tout à s'emparer des installations d'un port pour effectuer leurs déchargements. En faisant de la capture du port de Naples leur premier objectif, après avoir débarqué sur les côtes d'Italie, à l'automne de 1943, les Alliés rassuraient pleinement Hitler. Persuadé d'avoir découvert le maillon faible de la stratégie alliée, le dictateur prenait, en janvier 1944, la décision de bloquer les portes d'accès au continent européen, lorsqu'on vient du large, en renforçant leurs défenses de façon à en faire d'imprenables *Festungen* (forteresses). Jouant ainsi, le rôle de contreforts du Mur de l'Atlantique, ces bastions devaient pouvoir résister à un siège prolongé et être le point de départ de futures contre-attaques.

Les *Festungen*: forces et faiblesses

Au printemps de 1944, sur le créneau français de l'*Atlantikwall* (Mur de l'Atlantique), on comptait 12 forteresses: Dunkerque, Boulogne, Calais, Le Havre, Cherbourg, Saint-Malo, Brest, Lorient, Saint-Nazaire, La Rochelle-La Pallice, Royan et les rives de la Gironde. Après le débarquement de Normandie, face à l'irrésistible poussée des forces alliées, 6 forteresses (Cherbourg, Saint-Malo, Le Havre, Brest, Calais et Boulogne) étaient capturées, toutes prises à revers. À dire vrai, si elles avaient suffisamment de canons et d'ouvrages fortifiés du côté de la mer, les places-fortes côtières, n'avaient ni les troupes ni les armements pour assurer une protection complète de leurs arrières, en raison des ponctions successives effectuées par Berlin dans les réserves du front Ouest pour boucher les trous sur le front de l'Est. Après guerre, lors d'un interrogatoire, le commandant en chef du front Ouest (France, Belgique, Pays-Bas), le maréchal von Rundstedt lequel n'a cessé, après guerre, de dénigrer le système défensif côtier tentant ainsi de mettre sur le dos de la fortification sa propre incapacité à rejeter les Alliés à la mer, déclarait en ironisant à propos des *Festungen*: «*Tout devant, rien derrière*» !



Des civils de Dunkerque quittent la « poche » par le pont du Grand-Millebrugge à la faveur de la trêve des 4 et 5 octobre 1944. À l'intérieur des poches se trouvaient de nombreux civils ; avec les difficultés de ravitaillement, les Allemands acceptaient volontiers leur évacuation par la Croix-Rouge internationale. Par exemple, la poche de Dunkerque comptait à sa création 50 000 habitants « empochés » ; suite aux évacuations d'octobre 1944 et de janvier 1945, elle ne comptait plus qu'un millier d'habitants lors de sa reddition en mai 1945.

À la suite du succès du débarquement de Provence, les forces de la *Wehrmacht* recevaient, le 16 août, l'ordre d'évacuer le Sud-ouest de la France en se repliant vers les frontières du Reich sauf la *Kriegsmarine* qui devait continuer à tenir les *Festungen* de la côte atlantique « jusqu'au dernier homme ». Aux 5 bastions côtiers de l'Atlantique (Lorient, Saint-Nazaire, La Rochelle, Royan et la Gironde) viendra s'ajouter, un mois plus tard, Dunkerque. Baptisées *Atlantikfestungen* par la propagande, en dépit du fait que Dunkerque se trouve sur les rives de la mer du Nord, ces six forteresses disséminées, sur plus plusieurs centaines de kilomètres de littoral, couvraient une superficie estimée, par de Gaulle, dans ses *Mémoires de guerre*, à 1 % du territoire national. En plus des installations portuaires et des bases pour sous-marins ou vedettes rapides, elles englobaient, sur leurs arrières, campagnes, marais, villages, ainsi qu'une importante population civile (120 000 habitants pour la seule

forteresse de Saint-Nazaire). Pour leur défense, les places-fortes disposaient d'un armement considérable (plus de 2 000 pièces d'artillerie, au total) avec quelques canons de très gros calibre, en revanche, elles manquaient de forces blindées ce qui les condamnait à renoncer à toute offensive d'envergure. Ayant servi de refuge à des milliers de soldats égarés lors du chaos suivant l'effondrement de la *Wehrmacht*, au cours de l'été de 1944, les camps retranchés côtiers regroupaient au total près de 100 000 hommes, soit l'effectif d'une armée. Enfermées dans les *Westfestungen* (forteresses du front Ouest plus connues, de l'autre côté, sous le nom de poches de l'Atlantique), ces troupes devaient organiser des patrouilles tout en faisant face aux attaques des forces d'encerclement constituées, sur l'Atlantique, d'une division de l'*US Army* et d'une armée de combattants clandestins volontaires et, sur la mer du Nord, encerclant *Festung Düinkirchen*, d'une foule de maquisards et d'une division tchèque.

Embuscades, combats, bombardements

À vrai dire, des deux côtés, on avait fait le choix d'une stratégie défensive: faute de *panzers*, les Allemands n'osaient pas affronter les Alliés et, ces derniers, du moins les Américains, n'entendaient aucunement sacrifier hommes et matériels sur un front secondaire pour des gains territoriaux insignifiants. Pendant 9 mois, ces combattants allaient donc vivre une sorte de répétition de

la « drôle de guerre » : menant des patrouilles pour faire du repérage ou ramener des prisonniers, montant des embuscades voire des attaques limitées visant à enfoncer la ligne de front adverse, toutes ces opérations sous des duels d'artillerie incessants et meurtriers. Cas à part parmi les forteresses, La Rochelle, à la suite d'un accord, entre autorités françaises et allemandes, avait limité les opérations à une bande de terrain précise s'étendant au milieu du *no man's land* séparant les deux ennemis. En décembre, contrairement à ce qu'attendaient les Américains, il n'y eut pas sur le front de l'Atlantique, lors de l'offensive des Ardennes, de tentative pour mener une opération de diversion avec l'appui d'une force navale venue des îles anglo-normandes, dernière forteresse de la mer de la Manche. Malgré tout, à différents moments, les garnisons ennemies des poches de Lorient et de Saint-Nazaire, tentaient, avec succès, de rompre la ligne de front dans le secteur d'Étel et, quelques jours plus

tard, sur la rive sud de l'estuaire de la Loire. Ces deux faits d'arme étaient aussitôt montés en épingle par radio Berlin et la prise du petit village de Sainte-Hélène était montrée au peuple allemand comme une grande victoire due à l'héroïsme de soldats de l'armée de l'Atlantique toujours invaincue. En dehors de ces escarmouches, la vie quotidienne des soldats enfermés dans les bunkers des forteresses du Mur de l'Atlantique était bien monotone.

Vivre dans les Festungen

Comme dans une caserne, ils vivaient une vie collective avec respect de la hiérarchie, de la discipline, obéissance aux ordres, rassemblements... sous les drapeaux nazis et les portraits du Führer. Le général Farmbacher commandant la Festung de Lorient et le contre-amiral Frisius, commandant du camp de Dunkerque insistent, chacun dans leur rapport, sur la disparité des troupes réfugiées dans les forteresses : marins, soldats, travailleurs de l'Organisation Todt de toutes nationalités et bataillons d'Osttruppen composés de troupes auxiliaires recrutées à l'Est (Polonais, Russes, Ukrainiens, Cosaques... qui avaient tous tendance à vouloir rejoindre les combattants français issus de la clandestinité. Entre patrouilles, séances d'instruction militaire et de maintien du moral c'est à dire de lutte contre le défaitisme, les soldats se transformaient en paysans, en éleveurs de bétail, et, parfois, en pillards chargés de mener des razzias, dans l'arrière-pays afin d'améliorer l'ordinaire. Souffrant de la dureté des conditions de vie (isolement, éloignement, rationnement) et, surtout, des bombardements perpétuels, les soldats, en dépit de ce que leur racontaient les officiers, savaient qu'ils combattaient pour une cause perdue ! En mai 1945, trois poches (Lorient, Saint-Nazaire et Dunkerque) étaient libérées sans coup férir, du fait de la capitulation allemande, par les forces Alliées (une division US, une division tchèque et plusieurs divisions de la nouvelle armée française), les trois autres, par les seules forces nationales et au prix de combats coûteux, à Royan, des deux côtés. Au total, selon de Gaulle, on capturait 85 000 prisonniers.

Conclusion

Le succès des débarquements de Normandie et de Provence s'est accompagné, à juste titre, d'un discrédit total du Mur de l'Atlantique qualifié de passoire ; en revanche, s'il existe un secteur où la fortification côtière allemande a connu un succès partiel c'est bien celui des forteresses. En bloquant les portes d'entrée au continent, notamment les ports de la Manche orientale (Le Havre, Calais, Boulogne et, au-delà, Anvers), Hitler, sans aller jusqu'à paralyser les opérations militaires, a provoqué, à la fin de l'été et à l'automne de 1944, une sérieuse crise logistique qui s'est traduite par un net ralentissement de la progression des troupes alliées, jusqu'en décembre, date de la mise en service d'Anvers. Comme les armes secrètes (V1 et V2) dont la neutralisation a exigé un important détournement d'armements et de personnel au détriment du front, le blocage des ports a pareillement joué un rôle retardateur non négligeable dans la fin du conflit. En revanche, le maintien ultérieur d'une armée de 100 000 hommes dans les grands ports excentrés de l'Atlantique et d'aucune utilité pour les Alliés, apparaît, sur le plan stratégique, comme une absurde politique de prestige doublée d'un gaspillage de forces. ■



Collection particulière

À côté des médailles et des insignes de spécialité ou de combat, l'armée allemande a créé des décorations pour ses soldats ayant participé à certaines campagnes ; ce sont les plaques de bras (ou *ärmelschild*). Cousues sur la manche gauche, cinq plaques officielles ont été portées durant la Seconde Guerre mondiale. D'autres plaques non officielles furent conçues et firent l'objet de fabrications locales. La plaque de bras « Lorient 1944 » semblerait appartenir à cette catégorie. Fabriquée sur place, elle aurait récompensé les soldats allemands de la poche de Lorient (son attribution est confirmée par plusieurs livrets militaires), qui se sont battus dans des zones encerclées, ce qui correspond à une des caractéristiques d'attribution de la majorité des plaques officielles. S'inspirant de la tradition antique avec la référence à la statue du colosse de Rhodes, le soldat allemand est représenté nu, armé seulement d'un casque, d'un bouclier et d'une épée tel un hoplite. Ses jambes écartées servent de « porte d'entrée » à la base sous-marine (suggérée par le profil d'un U-Boote) dont il semble interdire l'accès. Son attribution à certains soldats contribuait à maintenir le moral dans la forteresse de Lorient.

Ce type de tracts lancés par l'aviation ► alliée ou par les obus d'artillerie invite les soldats allemands à désertir. Il rappelle aussi aux soldats allemands que les « FFI sont des soldats ». C'est un moyen de leur faire reconnaître que ces volontaires qui parfois ne portent qu'un brassard distinctif doivent être traités comme des combattants de l'armée régulière et non comme des franc-tireurs pouvant être fusillés sur-le-champ en cas de capture. DR



Pour approfondir

Bibliographie sélective

Ouvrages généraux et articles consacrés aux FFI assiégeant les poches

- Rémy Desquesnes, *Les poches de résistance allemandes. Août 1944-mai 1945*, Rennes, éditions Ouest-France, coll. Poche-Histoire, 2013, 158 p.
- Paul Gaujac et Antoine Champeaux, « Le général de Larminat et le front de l'Atlantique », in Philippe Oulmont (dir.), *Larminat. Un fidèle hors série*, Fondation Charles de Gaulle, Paris, éditions LBM, 2008, p. 187-229.
- Stéphane Weiss, « Forces françaises de l'Ouest, Forces françaises oubliées ? », in *Guerres mondiales et conflits contemporains* n° 255, PUF, 2014, pp. 99-121.
- Stéphane Weiss, « La régularisation des formations combattantes FFI engagées lors des sièges de la Pointe de Grave, de Royan et de La Rochelle en 1944-1945 », in *Écrits d'Ouest*, revue éditée par la Société rochelaise d'Histoire moderne et contemporaine, n° 20, 2012, pp. 175-192.

Témoignages et souvenirs

- Général Henri Adeline, *La Libération du Sud-ouest : Bordeaux, Royan, La Rochelle (août 1944-mai 1945)*, Alger, Imprimerie Baconnier, 1948.
- Général Edgard de Larminat, *Chroniques irrévérencieuses*, Paris, Plon, 1962.
- Hubert Meyer, *Entre marins : Rochefort, La Rochelle, Royan (1944-1945)*, Paris, Robert Laffont, 1966, 312 p.
- Patrick Oddone, Guy Bataille, Dominique Macaigne, *Le journal du vice-amiral Friedrich Frisius, commandant de la forteresse de Dunkerque, 3 septembre 1944-9 mai 1945*, Wimille, Punch éditions, 2002.

Monographies récentes sur les poches de l'Atlantique et de la mer du Nord

- Luc Braeuer, *La poche de Saint-Nazaire, août 1944-mai 1945*, Batz-sur-Mer, musée du grand Blockaus, 2003, 160 p.
- Alain Chazette et Fabien Reberac, *Royan – Pointe de Grave*, Paris, éditions Histoire & Fortifications, 2005, 336 p.
- Christiane Gachignard, *La Rochelle « poche » de l'Atlantique. Août 1944-mai 1945*, Lagord, Gotac Presse (2e édition), 1994, 128 p.
- Robert Kalbach et Olivier Lebleu, *La Rochelle septembre 1944-mai 45. Meyer et Schirlitz, les meilleurs ennemis*, La Crèche, Gestes éditions, 2007.
- Patrick Oddone, *Sur les chemins de la libération. Dunkerque 1944-1945*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2005, 2012, 356 p. [une étude couplée à l'édition de plusieurs témoignages de premier plan]

Sitographie

Sur le musée de la Résistance en ligne vous pouvez accéder à un certain nombre d'extraits d'actualités françaises de l'époque évoquant les Forces Françaises de l'Ouest. Ces images sont issues de l'Institut national de l'audiovisuel (Ina)

On citera notamment :

Les poches de l'Atlantique : déclaration du général de Larminat du 9 mars 1945 (durée 1'59)
http://www.museedelaresistanceenligne.org/musee/mediatheque/mediatheque.php?r_texte=poches%20de%20l%27Atlantique&r_Tri=1

Foch, le « journal de front » d'une unité des Forces françaises de l'Ouest

Par Frantz Malassis

Le 3 décembre 1944, paraît le premier numéro du journal Foch. Bulletin hebdomadaire du 123^e RI⁽¹⁾ suivi de 22 autres numéros jusqu'au 5 mai 1945. Il couvre la quasi-totalité de la période durant laquelle le « bataillon Foch » est engagé devant les poches de La Rochelle et de Royan. Imprimé localement⁽²⁾ il est l'un des rares journaux publiés sur le front qui évoque de façon régulière (il paraît tous les samedis) la vie d'un régiment FFI engagé sur les poches de l'Atlantique.

Du maquis Foch au 123^eRI

Formé par la réunion de plusieurs groupes de Résistance du Nord-Charente nés en octobre 1943 et rattachés à l'Armée Secrète, le maquis Foch prend son nom après le Débarquement. Encadré par des officiers d'active, bien armé par plusieurs parachutages, il a pour mission de retarder la remontée des troupes allemandes sur le front de Normandie en sabotant des voies ferrées (22 juin 1944) et en harcelant des convois allemands (13-17 juillet)⁽³⁾. Le 27 juillet 1944, ce maquis, d'environ 800 hommes, est attaqué par les Allemands à Ambernac. S'ensuit une longue retraite de quatre jours sur quarante kilomètres, ponctuée de combats. À partir du 15 août, le maquis Foch reprend l'offensive en tendant des embuscades journalières sur la RN 10 Bordeaux-Paris.

Le 1^{er} septembre, il participe à la libération de Ruffec puis part vers les Deux-Sèvres achever la libération de ce département. Le 25 septembre 1944, ce maquis aguerri, alors commandé par le lieutenant-colonel Auger, converge vers la poche de La Rochelle (Charente-Maritime). En décembre 1944, il devient le « 123^e RI » FFI mais il est couramment appelé « bataillon Foch », dénomination correspondant plus à ses effectifs (environ 1 500 hommes en octobre 1944, 900 après décembre).

La naissance du journal Foch

Le premier numéro du journal Foch, qui se présente sous la forme d'un simple recto-verso⁽⁴⁾, expose les raisons de sa création. L'article « Présentation » précise que sa naissance intervient au « tournant véritable de l'histoire du Régiment ». Effectivement, en décembre 1944, le maquis Foch devient le 123^e RI. « L'épopée quasi fabuleuse du maquis du groupe Foch, combattant isolément, par ses propres moyens, avec des liaisons presque inexistantes avec les groupes voisins [...] est terminée. [...] Le régiment est devenu une unité de l'armée régulière F.F.I. [...] ». C'est la conséquence de l'application du décret du 28 août 1944 par laquelle le GPRF, pour rétablir l'ordre républicain ordonne la dissolution de toutes les unités FFI et offre aux volontaires la possibilité de poursuivre leur engagement dans des unités régulières de la toute nouvelle armée française en contractant des engagements individuels. De nombreux FFI refusèrent cette possibilité craignant de se voir verser dans des unités régulières encadrés par des officiers « planqués » pendant la période des combats clandestins. Ce n'est pas le cas au régiment Foch où de nombreux officiers sont issus de la Résistance.

Deux autres articles de ce numéro inaugural ont pour objectif de signifier ce lien particulier entre résistance et tradition militaire propre au nouveau régiment. Le colonel Auger, commandant du régiment Foch est présenté dans la rubrique « portraits » comme un « résistant de la première heure, un des créateurs du Groupe Foch ». D'autre part, l'article intitulé « Au Maréchal Foch » reproduit le discours du général de Gaulle, prononcé à Brazzaville le 11 novembre 1940, où celui-ci s'adressait au général Foch, par-delà la tombe, pour dénoncer l'Armistice et justifier l'action des Français Libres.



Service historique de la Défense cote 13P77

Il rappelle ainsi le temps de la Résistance où, dans les journaux clandestins comme à la BBC, on détruisait la légende de Pétain « vainqueur de Verdun » en opposant à son défaitisme d'autres figures légendaires, et notamment celle d'une autre gloire militaire de la Grande Guerre : le maréchal Foch. Dès ce premier numéro, on voit donc comment le journal va être un élément essentiel de la diffusion d'une tradition militaire au sein de ce nouveau régiment sur le front de l'Atlantique.

Destiné à être distribué aux hommes du régiment, ce « journal de front » est conçu pour maintenir le moral des combattants. Le journal fourmille de « bonnes histoires », d'anecdotes amusantes certaines étant censées s'être déroulées au bataillon Foch. Cependant, malgré cette liberté de ton affichée dans bon nombre d'articles pouvant faire penser par certains côtés aux journaux de tranchée de la Grande Guerre, le Foch est bel et bien contrôlé par la hiérarchie militaire. D'ailleurs, le lieu de rédaction porté sous le titre du journal est le « bureau du Capitaine Tixier », capitaine qui en est le gérant. Malgré les invitations à contribuer au journal passées dans les colonnes du Foch, ce journal reste essentiellement une affaire d'officiers.

L'évocation des combats et la naissance de la tradition d'un régiment sur le front de l'Atlantique

Une des fonctions essentielles de ce «journal de front» est l'information sur la vie du régiment permettant de mieux le faire connaître aux jeunes recrues. Des «Petits Portraits rimés» présentant les officiers du régiment y sont régulièrement publiés. Mais au-delà de cette fonction, il sert surtout à forger la tradition militaire de cette toute nouvelle unité en rappelant ses faits d'armes et en écrivant «à chaud» son histoire, voire son épopée.

L'esprit du régiment naît avec ses premiers combats et avec ses premiers morts. Ainsi, le numéro 4 du 23 décembre 1944 barre toute sa une avec ce titre: «Le régiment Foch est en deuil». Sur la première page sont portés les noms des 14 soldats du régiment morts pendant les combats de Bouhé et du Gué D'Alleré⁽⁵⁾, les premières pertes du régiment Foch sur le front de l'Atlantique. Il est fait à cette occasion un bref historique de «La bataille du 15 décembre» et l'oraison funèbre de l'aumônier divisionnaire prononcée à l'occasion de leur cérémonie d'obsèques est reproduite *in extenso* pour rendre un solennel hommage à leur sacrifice.

Sur le secteur de La Rochelle, la combativité et les actions d'éclat répétés de cette unité aguerrie est reconnue de tous. Par ordre du colonel Chêne, commandant le secteur de La Rochelle, le «23 janvier à 12 heures précises, tous les canons du sous-secteur de l'Aunis tireront un coup et toutes les armes automatiques de première ligne une rafale en l'honneur du régiment Foch». C'est une «récompense sans précédent encore dans les annales des Forces Françaises de l'Ouest» (n° 9 du 29 janvier 1945). Après les combats de Marans le 20 janvier 1945, le régiment Foch est salué de concert par le colonel Chêne et par le général de Larminat, commandant des FFO. Ce dernier dans un ordre particulier rappelle que leurs succès sont dus «à la vaillance des combattants [...] mais encore plus à la valeur technique et à l'intelligence des cadres et de la troupe, à leur discipline et à leur cohésion». Il ajoute: «Si toutes les Unités en ligne font preuve des mêmes qualités, les sorties de l'ennemi lui coûteront cher, affaibliront son moral et hâteront sa chute.» (n° 10 du 3 février 1945).

Enfin, le 12 mars 1945 à Saintes sur le front des troupes, le «régiment Foch», qui constitue désormais le 3^e bataillon du 6^e régiment d'infanterie, est cité à l'ordre de la division et reçoit pour sa tenue au feu la croix de guerre avec étoile d'argent. Le général de Larminat, chef des FFO épingle lui-même cette décoration sur le fanion du régiment. Le numéro 16 du 17 mars 1945 titre alors en grand «Un grand jour pour Foch». Les hommes de Foch ont de quoi être fiers car par leur conduite, ils ont offert au régiment ses lettres de noblesse. Dès lors, tous les soldats du «régiment Foch» portent une distinction collective: la fourragère aux couleurs de la croix de guerre 1939-1945. Distinction collective qui sera portée ensuite par tous les hommes qui serviront après eux dans cette unité en souvenir des exploits de leurs aînés. Dans ce même numéro 16 du journal un «concours pour l'établissement d'un insigne du Bataillon Foch» est lancé, signe que l'on veut traduire cette tradition par un signe distinctif porté sur l'uniforme.

L'épopée du «régiment Foch» se poursuit sur le front de Royan. Le 14 avril 1945, avec le régiment Bigorre, tous deux prennent part à l'offensive, soutenus par un «escadron de chars d'assaut de l'armée Leclerc» (cf. n° 21 du 21 avril 1945) lors de l'opération Vénérable, qui aboutit à la reddition de la poche de Royan.

Cette tradition nouvelle ne fait pas pour autant oublier la période de la résistance ainsi les trois derniers numéros du journal portent-ils de part et d'autre du titre *Foch* une croix de Lorraine. Le *Chant des partisans français* est également reproduit dans le n° 22 du 28 avril 1945- mais on notera qu'il figure sous la rubrique «Le Folklore de la Résistance» ! Une page semble alors se tourner.

La précarité de la vie quotidienne au front

Les conditions matérielles du bataillon sont évoquées à la dérobée au hasard d'articles les plus inattendus. Par exemple, à l'occasion de la cérémonie d'obsèques des 14 soldats du régiment Foch tués dans les combats du 15 décembre 1944, l'aumônier divisionnaire prononce une oraison funèbre, reprise dans les colonnes du *Foch* n° 4 du 23 décembre 1944, dans laquelle il déplore le sous équipement des soldats. «La guerre se prolonge, la guerre épuisante de position, avec ses interminables attentes dans la boue, le froid, mal équipés et mal vêtus.»

Dans sa rubrique «Les conseils du mécano»⁽⁶⁾, «le Lieutenant mécano Pillou» souligne le manque de moyen du service de roulage constitué de véhicules récupérés. Ses possibilités de maintenance et de réparation sont très limitées. Il ne dispose que de «peu ou pas de pièces détachées, pas de pneus et point de batteries»⁽⁷⁾ N'ayant pas de perspective de renouvellement avant de longs mois, il propose dans de petits articles des conseils techniques pour faire durer le matériel existant.

La rubrique «Les conseils du Toubib» s'avère très éclairante sur les conditions de vie des hommes du bataillon Foch. Ainsi, dans le n° 1 du 3 décembre 1944, alors que le régiment s'apprête «à passer une partie de l'hiver dans les marais», le «vieux Toubib», animateur de cette rubrique donne des conseils aux recrues sur les soins à apporter à leurs pieds pour éviter les gelures et autres pathologies et regrette l'absence de chaussures adaptées aux circonstances. Dans les seules rubriques parues par la suite⁽⁸⁾ il met en garde les «*Foch men*» du risque de maladies vénériennes, fléau de toute armée en campagne, puis il leur présente les moyens prophylactiques pour éviter toute contamination. Les mauvaises conditions de vie de la troupe sont aussi évoquées par un article «Les F.F.O. malades de la Gale»⁽⁹⁾ où l'épidémie qui s'abat sur le bataillon en février 1945 est présentée de façon humoristique sous la forme d'une fable de la Fontaine.

Les articles de politique nationale et internationale

Dans les premiers temps du journal, les informations générales sont limitées. La rubrique «les événements militaires de la semaine» se contente

de reproduire les communiqués officiels des Alliés. À partir du début janvier 1945, aux côtés de ces informations factuelles apparaissent des articles de réflexions et d'opinion de très bonne tenue qui vont prendre de plus en plus de place. Beaucoup portent sur la politique internationale et plus particulièrement sur le sort de l'Allemagne nazie après-guerre («Faut-il annexer la rive gauche du Rhin?», n° 6 du 6 janvier 1945; «Doit-on démembrer le Reich?», n° 7 du 13 janvier 1945; «Que deviendra l'Allemagne vaincue?», n° 10 du 3 février 1945; «L'Allemagne sera-t-elle communiste?», n° 12 du 17 février 1945). Citons également ceux qui présentent la politique française de sortie de guerre comme cet article intitulé «Pour une France nouvelle» qui reprend les grandes lignes d'un discours prononcé par le général de Gaulle le 2 mars 1945 (n° 15 du 10 mars 1945). Mais un autre long article n'hésite pas à évoquer les préoccupations des officiers et des soldats du «régiment Foch», en ce qui concerne le futur de l'armée française: «L'armée nouvelle sera une Armée de techniciens» signé «Ceux du Maquis» (n° 9 du 29 janvier 1945). Il y est clairement montré combien le rôle de la Résistance dans la refondation de cette nouvelle armée républicaine est essentiel. L'article se conclut par ce chant patriotique liant clairement combat résistant et combat militaire: «[...] c'est en faisant cette guerre-ci, en la terminant et la gagnant qu'on achèvera de forger ce qui constituera avec l'esprit de la Résistance, la base et le cadre moral de la grande armée future. Les outils se trempent au feu et par le feu. Les hommes aussi, surtout les hommes. Et ce sont les anciens qui transmettent aux nouveaux la flamme éternelle...» ■

Retrouvez la collection complète du journal *Foch* ainsi qu'un article plus détaillé sur le site du Musée de la Résistance en ligne (www.museedelaresistanceenligne.org) dans la rubrique « Espace pédagogique CNRD »/ « Dossiers thématiques de La Lettre de la Fondation de la Résistance »/ « Consulter les compléments au dossier ».

(1) Les photocopies des 23 numéros du journal *Foch* sont conservées au Service historique de la Défense sous la cote 13 P77.

(2) Les 3 premiers numéros voient le jour à Niort au sein de l'imprimerie Saint Denis, à partir du numéro 4 (23 décembre 1944) il est imprimé à Saintes chez Delavaud.

(3) Cf. la notice «Maquis Foch ex AS 15» (pp. 69 à 74) in général de la Barre de Nanteuil, *Historique des unités combattantes de la Résistance (1940-1944)*. Charente, Charente-Maritime, Vincennes, ministère des Armées, 1973.

(4) Il passera définitivement à 4 pages à partir du numéro 8 du 20 janvier 1945.

(5) Cette liste s'allonge avec 7 autres noms de soldats morts des suites de leurs blessures publiés également sous la même forme dans le numéro 5 du 30 décembre 1944.

(6) Cette rubrique disparaît après la parution du n° 7.

(7) n° 1 du 3 décembre 1944.

(8) n° 2 du 10 décembre 1944, n° 5 du 30 décembre 1944, n° 6 du 6 janvier 1945.

(9) n° 11 du 10 février 1945.

Un ancien FFO se souvient

Par Hélène Staes

Les écrits de résistants, qui ont intégré l'armée régulière pour combattre dans les poches de l'Atlantique, sont assez rares pour être cités. Le témoignage de Philippe Papon (*Mémoires d'un maquisard, Le groupe Phiphi, Bordeaux, éditions Sud-Ouest, 2014, 240 p.*) nous livre le récit d'un chef de groupe d'une brigade de volontaires des Forces françaises de l'Ouest (FFO) qui participe aux opérations liées au siège des poches de l'Atlantique. Des témoignages, chroniques et mémoires émanent le plus souvent de l'état-major (voir bibliographie p.V).

Une situation matérielle précaire

Philippe Papon se plaint peu de la précarité de l'existence dans ces lieux retranchés où les individus manquent de tout, qu'ils soient à Rochefort, ou à Royan. Il insiste plutôt sur les épisodes qui l'ont marqué sans évoquer les détails du quotidien. La pénurie est bien réelle et la débrouille s'impose : « Jacques (un soldat qui s'occupe du ravitaillement, NDLR) avait fort à faire car les conditions dans lesquelles nous vivions ne nous permettaient pas d'entretenir correctement ce qu'il nous fournissait ; nous étions toujours mouillés et pataignons dans la boue en permanence. Fort heureusement, Riri Tilleuil avait réquisitionné toute une usine de chaussures de football et ces chaussures avaient été transformées par un jeune cordonnier habile [...] ». L'inégalité des équipements avec les soldats américains est indiquée sans amertume : « [...] les Américains nous épataient. Ils étaient tous pimpants, avec du linge de très bonne qualité, et leur matériel militaire était considérable. [...] Avec nos armes dépassées, nous faisons pauvre figure lorsque nous nous comparions à eux ».

Le mépris affiché des militaires

La désillusion de Philippe Papon à l'égard du rôle des ex-maquisards dans l'armée de la Libération marque l'ensemble de ses souvenirs consacrés aux « poches ». Cela commence avec les modalités de leur intégration dans l'armée régulière. « L'armée nous demanda de signer un engagement pour la durée des combats. Nous reçûmes des certifications nous assurant que nous garderions les mêmes chefs. Quelques hommes choisirent de rentrer chez eux [...] Beaucoup pensaient, et je partageais leur opinion, que nous ne devions pas nous intégrer à l'armée ». Le particularisme revendiqué par ses camarades FFI est difficilement compatible avec leur nouveau statut, d'autant plus que les FFI se sentent regardés comme des soldats de seconde zone : « Et puis il y avait les autres, les soldats que les gradés appelaient "les types", c'est-à-dire nous, les maquisards. Ceux-là restaient jalousement entre eux, avec leurs chefs, ceux qu'ils avaient élus au fond des bois ». Si les hommes du même maquis n'ont pas été séparés, leurs chefs ont reçu des grades qui laissent sceptiques tous les FFI. Par leur expérience antérieure, ils se sentent éloignés des traditions de l'armée professionnelle : discipline rigide, grades et médailles. Rétrospectivement, Philippe Papon juge sévèrement ce moule d'une organisation militaire ritualisée qui tournait à vide vis-à-vis d'hommes mal équipés et peu utilisés, notamment lors de l'attaque de Royan auxquels ils prennent part : « Comme à l'habitude, bien qu'il y ait tout à disposition, nous n'avions rien. La tâche de la 9^e compagnie serait de se débrouiller par elle-même [...] ».

Le désœuvrement et la désillusion finale

Philippe Papon insiste aussi sur les risques liés au désœuvrement des jeunes maquisards, devenus soldats. « Je n'avais pas l'autorité suffisante pour empêcher les hommes de passer leurs soirées à Saintes [...], je me tracassais jusqu'à leur retour car ils se battaient très souvent avec des groupes d'autres formations. Je ne craignais pas tant le coup de poing qui réveille et fait circuler le sang, que le fait qu'ils étaient armés des deux côtés [...] ». Malgré tout, l'imagination des hommes reste intacte : « Nous fîmes le lendemain une collection impressionnante de coquilles d'huîtres et le lendemain matin nous écrivions avec ces coquilles, en immenses lettres, le beau nom de "France". Ce mot qui pouvait être lu à très haute altitude nous ravissait ». Mais pourtant, il conclut amèrement, « Pourquoi étions-nous venus sacrifier des hommes pour si peu ? ».



Philippe Papon (1910-1993), alias Phiphi, propriétaire d'un garage en Dordogne, met dès 1941 à disposition des groupes de résistants son matériel roulant pour transporter et cacher des armes. Lors de l'invasion de la zone Libre, il intègre d'abord l'ORA, puis opère pour l'Armée secrète. Il prend le maquis le 6 juin 1944 pour participer à la Libération.

Il est l'un des chefs de groupe de la « brigade Rac », établie dans le Périgord vert, qui a participé à la libération de la Dordogne avant d'aller assiéger les poches de l'Atlantique dans les secteurs de Rochefort et de Royan. Longtemps, il a gardé le silence. Mais dans les années 1980, il a souhaité laisser une trace en écrivant ses mémoires.

Pour aller plus loin

■ **Témoignages sonores sur le site « Mémoires de résistances » du Conseil général de la Dordogne**

<http://memoires-resistances.cg24.fr/temoignages-audio/1008-temoignages-integraux.html>

D'anciens résistants de Dordogne témoignent (dans les années 2000) sur leur parcours résistant puis leur expérience du front de l'Atlantique devant La Rochelle et Royan. Chaque témoignage étant découpé en séquences, celles consacrées aux poches de l'Atlantique sont bien repérables. Pour les poches, voir notamment les témoignages de Louis Le Cam, Jacques Cadalen, Raymond Christmann, Léon Lichtenberg, Paul Limouzi, Robert Laporte, Jean Vergnon, Christian Galtié, André Danède.

Les activités de MER

l'association des amis
de la Fondation de la Résistance

Le printemps des poètes de la Résistance

Quelle plus belle manière que de transmettre la Résistance et ses valeurs au travers de la poésie ?

Pendant ces années de malheur, la poésie fut au carrefour des refus et des espoirs grâce aux vers clandestins gravés dans nos mémoires : « *les cris sourds du pays qu'on enchaîne* », « *ces cœurs qui haïssaient la guerre* » et « *battaient pour la Liberté au rythme même des saisons et des marées* ».

Tous ces vers écrits par ces « *enfants de vingt ans au sourire de source* » ou par ces « *Vieillards plus chenus que les ponts* », « *Tous disaient ma France - Ou la France éternelle* », en se souvenant que « *Là-bas où le destin de notre siècle saigne* ».

Aujourd'hui ces textes résonnent à nos oreilles avec familiarité. Ils nous exhortent d'abord au souvenir des sacrifices pour s'imposer ensuite à nous, comme l'expression de valeurs indispensables.



©MER

C'est dans cet esprit que Mémoire et Espoirs de la Résistance, vous donne rendez-vous cette année encore dans le bel auditorium décoré de boiseries fin XVIII^e siècle de l'Institut National des Jeunes Aveugles. Vous y apprécierez une sélection des plus beaux textes de la poésie résistante en compagnie de **Francine Christophe**, résistante-déportée, de **Jean-Mathieu Boris**, héros de la France Libre, d'**Yvan Denis**, lycéen résistant et aussi du fidèle Club des Poètes de **Marcelle Rosnay**. À nouveau cette année MER éditera un petit livret de poésies.

C'est cette voie qui nous a permis avec des collègues, lycées professionnels et lycées classiques de faire se rencontrer les élèves et les enseignants autour de textes, de poèmes et aussi de chants symboles d'espoir. Depuis bientôt 15 ans, MER organise, chaque année,

Le Concours national de la Résistance et de la Déportation

Comme chaque début d'année, les délégués de MER organisent, en région, de nombreuses rencontres autour de la présentation du CNRD dont le thème 2014-2015 est : « La libération des camps nazis, le retour des déportés et la découverte de l'univers concentrationnaire ».

Dans le Morbihan, notre déléguée **Patricia Arzel-Mazet** et **Mme Leconte**, présidente du Comité de liaison CNRD 56 à Lorient et à Vannes, ont réuni, les **20 et 21 janvier**, 508 collégiens et lycéens morbihannais de 22 établissements scolaires d'abord à Lorient au lycée Duouy-de-Lome, puis à Vannes au palais des Arts. Au cours de ces deux demi-journées, l'historienne **Jacqueline Sainclivier** a traité du système concentrationnaire, de la chronologie des libérations des camps et du retour des déportés. De leur côté, **Marie-José Chombart de Lauwe**, résistante-déportée et présidente de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation, et plusieurs déportés morbihannais ont apporté leurs témoignages sur leur voyage dans l'enfer des camps, sur les marches de la mort qu'ils connurent et sur leur retour.

Quelques jours plus tard, le **27 janvier**, au lycée de Laennec, **François Fouré**, délégué de MER, et **Alain Méléard**, président du prix

départemental du CNRD, accueillèrent six classes de première et les élèves de terminale pour écouter des témoins directs ou indirects de cette page sombre de notre histoire. **Michel Aymerich**, le proviseur du lycée, citant Nietzsche « *L'homme de l'avenir est celui qui aura la mémoire la plus longue* », a invité les élèves à ne pas oublier le passé, au risque d'être condamné à le revivre.

Le 3 février, avec l'aide de l'ONAC, notre déléguée **Jeannine Calba** accueillait, dans la salle du Conseil général de Côte d'Or à Dijon, 190 élèves de lycées et collèges. Quatre déportés du Struthof, de Ravensbrück, de Sachsenhausen et de Mauthausen ont livré le terrible et émouvant témoignage de leur déportation puis la professeure **Joëlle Boyer** a présenté aux élèves un exposé historique et pédagogique sur les repères et faits qu'ils devront prendre en compte pour aborder le Concours National de la Résistance et de la Déportation 2014-2015. ●

Jean Novosselloff

Les prochains rendez-vous de MER

Vendredi 3 avril 2015 à 14 heures
à l'Institut National des Jeunes Aveugles
(58, bd des Invalides Paris VII^e)
Printemps des poètes de la Résistance.

Judi 23 avril 2015
Après-midi organisée en partenariat avec la Royal British Legion.
Conférence à la Fondation de la Résistance du professeur Antoine Capet sur « Montgomery ou l'art de se faire des ennemis en dehors de l'ennemi », puis dépôt de gerbes aux pieds des statues du général de Gaulle et Winston Churchill (avenue Franklin Roosevelt Paris VIII^e).

Judi 28 mai 2015 dans les jardins du Luxembourg
Cérémonie à la mémoire des étudiants résistants.

Lundi 8 juin 2015 à l'auditorium de l'Hôtel de Ville de Paris
Colloque 1945 : les Armées françaises entrent en Allemagne et « regards d'aujourd'hui sur la zone d'occupation française en Allemagne ».

un après-midi de la poésie et des chants de la Résistance dans des lieux divers comme la salle des rencontres de l'Hôtel national des Invalides, des mairies parisiennes et plus récemment à l'Institut National des Jeunes Aveugles.

Ce printemps des poètes de la Résistance est aussi pour les jeunes un moyen d'apprendre à s'exprimer au travers des poèmes porteurs de valeurs républicaines devant un auditoire exigeant mais toujours bienveillant. ●



Le 21 janvier 2015 au palais des Arts de Vannes (Morbihan), présentation du thème du CNRD 2014-2015.

Photo Arzel Mazet

Adhésion :

Si vous voulez donner un avenir au devoir de mémoire, adhérez à « Mémoire et Espoirs de la Résistance » !

Cotisation 30 €
(incluant l'abonnement à « Résistance et Avenir »).

Mémoire et Espoirs de la Résistance,
Place Marie-Madeleine Fourcade,
16-18, place Dupleix, 75015 Paris
Courriel : memoresist@m-e-r.org
site internet : www.memoresist.org
Tél. : 01 45 66 92 32



Activités du département documentation et publications

Remise du fonds Claude Despoisse (1922-2014) aux Archives nationales grâce à la commission archives.

Depuis l'année 2000, la Fondation de la Résistance, la Fondation pour la Mémoire de la Déportation, le ministère de la Culture (direction des Archives de France) et le ministère de la Défense (direction de la Mémoire, du Patrimoine et des Archives) se sont associés pour créer la « commission archives ». Dès 2001, cette commission a lancé une campagne nationale de sauvegarde des archives privées de la Résistance et de la Déportation en sensibilisant leurs éventuels détenteurs par l'intermédiaire du *Guide du détenteur d'archives de la Résistance et la Déportation*⁽¹⁾, de réunions de sensibilisation départementales et d'une exposition « Ensemble, sauvegardons les archives privées de la Résistance et de la Déportation »⁽²⁾.

Dernier fruit de ce travail de sensibilisation, la « commission archives » a pu, au cours de ces derniers mois, contribuer à la sauvegarde d'un nouveau fonds d'archives : le fonds Claude Despoisse.

Né le 17 octobre 1922 à Paris, Claude Despoisse⁽²⁾ est élève de l'école technique de photographie et cinématographie (Paris VI^e) de 1940 à 1942. En mars 1943, n'étant plus étudiant, il est désigné pour partir au STO en Allemagne. Arrivé à Munich le 28 mars 1943, il travaille en tant que laborantin à l'usine Otto Perutz spécialisée dans la fabrication de produits chimiques pour la photographie. Le 2 octobre 1943, un bombardement allié détruit l'usine. Le 7 octobre 1943, il est alors rapatrié en France pour travailler à Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine) à l'usine Bauchet (fabriquant de papier photographique).

Le 1^{er} juin 1944, par l'intermédiaire de Pierre Alviset⁽³⁾, il rejoint le maquis du secteur nord de Seine-et-Oise mis sur pied par le mouvement Défense de la France. Membre d'un corps-franc de protection Claude Despoisse est ensuite affecté au corps-franc du groupe du Bureau des Opérations Aériennes (BOA) dirigé par Daniel Anargyros. Il est ainsi formé aux techniques de parachutage (repérage de nouveaux terrains, écoute de messages à la BBC) mais les parachutages n'ont pas lieu en raison de l'avance alliée. À la tête de son corps-franc, il participe à des attaques de véhicules allemands et, le 25 août 1944, à des opérations de nettoyage faisant ainsi 27 prisonniers allemands.

En février 1944, il s'engage pour la durée de la guerre. Versé dans la 1^{re} Armée française (5^e régiment d'Infanterie), il est nommé sergent en octobre 1944 et participe à la

campagne des Vosges du 7 janvier 1945 au 15 février 1945. Ayant franchi la frontière au niveau de Kehl, son unité participe à l'occupation de l'Allemagne à partir du 29 mai 1945. Démobilisé le 20 décembre 1945, il rentre en France le 17 février 1946.



Archives nationales / Fonds Claude Despoisse.

Après la guerre, Claude Despoisse s'établit à Paris comme photographe professionnel (68, boulevard de Port-Royal dans le V^e arrondissement) spécialiste de la photographie industrielle et d'entreprise. On lui doit notamment de nombreux clichés de chantiers parisiens.

Son appartenance à Défense de la France et à la JEC l'amène à s'impliquer dans la transmission de la mémoire de Pierre Alviset notamment au sein de l'association « À la rencontre de Pierre Alviset ».

En décembre dernier, la « commission archives » a été contactée par Chantal Cadiot et Bernadette Despoisse, respectivement fille et belle-fille de Claude Despoisse, qui nous ont proposé l'ensemble des archives de leur parent. Très rapidement, après expertise, d'un commun accord entre la famille de Claude Despoisse et les membres de la « commission archives », ce fonds d'archives a été donné aux Archives nationales.

Les archives de Claude Despoisse reflètent son action durant la Seconde Guerre mondiale. On trouve ainsi un dossier très complet sur son séjour de 28 semaines en Allemagne en tant que STO (emploi du temps quotidien

du 28 mars au 7 octobre 1943, témoignage de juin 2005...), quelques exemplaires du journal clandestin *Défense de la France*, plusieurs documents sur son engagement au maquis de DF et au sein du BOA (rapport de Daniel Anargyros en date du 12 septembre 1944 sur son activité de mars 1943 au 1^{er} octobre 1944, attestations...), ses papiers militaires au sein de la 1^{re} Armée française (ordres de mission, ordres généraux, cartes, carnet de notes...).

Mais, à côté de ses papiers personnels, une partie du fonds rappelle le rôle qu'il a joué dans la transmission de la mémoire de Pierre Alviset. On citera notamment un très beau fonds photographique sur Pierre Alviset avec des clichés pris dans le cadre familial et scolaire ainsi qu'à l'occasion de son activité jéciste mais également des archives sur l'activité de l'association « À la rencontre de Pierre Alviset », créée en 1990. Cette partie du fonds contient des correspondances, une exposition et des publications⁽⁴⁾ sur le parcours de Pierre Alviset, plusieurs reportages photographiques sur des inaugurations de plaques en son souvenir. Signalons enfin des papiers concernant l'activité de l'Association des anciens de Défense de la France (compte rendu d'assemblées générales, photographies de cérémonies et de réunions d'anciens de DF...) ●

Frantz Malassis

(1) Disponible auprès de Frantz Malassis (0147056787).

(2) La biographie de Claude Despoisse a été réalisée à partir du fonds d'archives ainsi versé.

(3) Pierre Alviset (1924-1944) est étudiant en sciences à la Sorbonne. Responsable fédéral de la Jeunesse étudiante chrétienne pour le district Paris-Sud en 1942, son engagement chrétien aux services des autres l'amène à entrer dans le Tiers-Ordre de Saint François en 1943. En 1944, il fait profession dans l'ordre et entre dans la Fraternité de Notre-Dame des Militants. En plus de ses études et de son action de jéciste, il s'engage dès 1942 dans la résistance au sein du Comité national des étudiants patriotes puis en 1943, au sein du mouvement de Défense de la France. Ayant rejoint le maquis Défense de la France de Seine et Oise le 6 juin 1944, il est arrêté le 15 août 1944 en forêt de Carnelle et fusillé le lendemain à Domont (Val d'Oise) à l'âge de 20 ans avec 17 autres jeunes. Vivant intensément la période de la guerre, il note minutieusement les faits militaires, politiques de la vie quotidienne, les événements familiaux, son activité au sein de la JEC...

(4) *La Seconde Guerre mondiale vécue au jour le jour par Pierre Alviset. Extrait de ses carnets (s.d., s.l.) Pierre Alviset mort à vingt ans le 16 août 1944. Documents et témoignages recueillis et présentés par Jean Pegon, président de l'Association « À la rencontre de Pierre Alviset »* (Paris, 1994, 71 p.)

► suite de la page 4

L'atelier d'écriture animé par Françoise Henry a été suivi de propositions pédagogiques s'appuyant sur des *corpus* d'archives proposés par Christophe Barret et Cécile Lhermet des Archives nationales, Frantz Malassis et Hélène Staes de la Fondation de la Résistance. Ces *corpus* documentaires seront bientôt consultables sur l'espace pédagogique du Musée de la Résistance en ligne. Face au succès de cette manifestation, la formation sera reconduite l'an prochain dans l'académie de Versailles. Elle a été aussi l'occasion de faire connaître le Concours

national de la Résistance et de la Déportation, cadre idéal d'un travail interdisciplinaire.

La Fondation de la Résistance soutient un CAC en Seine-Saint-Denis

La Fondation de la Résistance et la Maison des écrivains et de la littérature soutiennent activement un parcours artistique d'une classe de troisième sur le thème de la Résistance, mené par une équipe pluridisciplinaire du collège Jean

Vilar de La Courneuve (93). Les parcours CAC («La Culture et l'Art au Collège») sont des dispositifs départementaux d'éducation artistique soutenus par le département de Seine-Saint-Denis, en partenariat avec l'Éducation nationale et la Drac Île-de-France. Le Conseil général de la Seine-Saint-Denis assure le financement de ces parcours culturels et artistiques. Cette année, 303 parcours menés par 101 structures culturelles et artistiques se déroulent dans 123 des 125 collèges publics de la Seine-Saint-Denis. Les élèves du collège Jean Vilar étudieront durant six mois les différents aspects de la Résistance en rencontrant un historien, des témoins, et en faisant l'expérience de l'écriture poétique avec un écrivain pour rendre compte de leurs découvertes, qu'ils approfondiront au cours d'un voyage dans le Vercors. Ces six mois de parcours artistique aboutiront à une production éditoriale dont nous vous tiendrons informés. ●

Hélène Staes

Une formation disponible en ligne

Les captations de la rencontre inter-académique, sur le thème « Enseigner la Résistance et la Déportation » des 18 et 19 novembre 2014, qui s'est déroulée à la Sorbonne et au Mémorial de la Shoah, sont consultables dans l'espace pédagogique du Musée de la Résistance en ligne (www.museedelaresistanceenligne.org) dans le pavé « Ressources de la communauté éducative » puis « Enseigner la Résistance ».

Activités du département AERI

Les prochaines expositions du Musée de la Résistance en ligne et les futurs cédéroms

L'équipe du Musée de la Résistance en ligne du département AERI se concentre actuellement sur la préparation et la mise en ligne de trois grands projets.

- Une exposition consacrée aux **quatre personnalités dont le transfert au Panthéon est prévu** en mai prochain : **Pierre Brossolette, Germaine Tillion, Geneviève de Gaulle et Jean Zay**. Elle proposera portraits et documents d'archives permettant de retracer leurs parcours par phases chrono-thématiques. Le travail se fait en partenariat avec la Fondation Charles de Gaulle.

- **Le Vercors résistant**. Après publication de l'exposition de préfiguration « Vercors Résistant », la phase de travail vers l'exposition intégrale structurée est engagée. Les travaux seront sous peu remis au conseil scientifique pour validation. L'exposition devrait être proposée entre mai et juin, bâtie autour de 7 ou 8 parties. Elle mettra notamment l'accent sur les combats militaires, les parcours de compagnies engagées, l'effet et les conséquences de l'ordre de dispersion, la vie quotidienne dans les camps du Vercors, abondamment illustrée par des archives photographiques riches ainsi qu'une représentation cartographique dense.

- Le mois de mai 2015 marquera le **70^e anniversaire du retour de déportation des anciens détenus de la centrale d'Eysses et de la naissance de leur amicale**. À cette occasion, et en complément de l'exposition virtuelle mise en ligne en janvier 2012, le Musée de la Résistance en ligne vous proposera de suivre les parcours individuels de douze résistants incarcérés dans cet établisse-

ment pénitentiaire. Nous souhaitons, par ces choix, montrer la diversité des résistants d'Eysses, que ce soit au niveau de l'âge, des origines socio-professionnelles, des tendances politiques ou syndicales, des opinions religieuses, des mouvements ou réseaux de résistance auxquels ils appartenaient...

Le Musée de la Résistance en ligne propose, depuis la fin janvier 2014, la partie thématique « Résistance » de l'exposition régionale de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Le travail avec le MUREL, association porteuse du projet d'exposition régionale en PACA, se poursuit sur les autres thèmes, qui seront mis en ligne au fur et à mesure. Pour le moment, ce sont 115 notices médias articulées qui permettent de se saisir de la Résistance dans son ensemble : aide et sauvetage, mouvements, réseaux et structures clandestines, actions de la Résistance (presse clandestine, action armée, maquis...)

Par ailleurs, le travail d'intégration des plaques, stèles et monuments liés à la Résistance et à la libération du territoire se poursuit pour l'Île-de-France, tandis que le projet s'amorce pour d'autres départements, dont celui des Alpes-de-



Pêle-mêle de documents qui illustre la partie « Résistance » de l'exposition générale en PACA. Au centre, on reconnaît une photographie de la manifestation patriotique à Marseille du 14 juillet 1942.

Haute-Provence, pour lequel tous les éléments sont à ce jour recensés. Le projet sera lancé sous peu et l'équipe de PACA proposera aussi un relevé pour la ville de Marseille et ses environs directs. Des établissements scolaires s'engagent également dans ce projet de recensement des lieux de mémoire.

Parallèlement pour le Département AERI, se poursuivent deux projets de DVD-ROM dans le cadre de la campagne nationale « Histoire en Mémoire 1939-1945 » : *La Résistance dans la Somme* et *Les Alsaciens dans la Résistance*. ●

Paulina Brault

Vient de paraître

La présence de ces titres dans « vient de paraître » ne saurait constituer un conseil de lecture mais a pour but de tenir informé les abonnés de *La Lettre*, des derniers ouvrages que nous avons reçus au cours du trimestre.

Édouard Alexander (1916-2004).

Le Résistant 1940-1945.

Préface de Raymond Alexander, président de la Mémoire vive de la Résistance.

Mémoire vive de la Résistance (www.mvr.asso.fr), 94 p..

À la recherche de ces inconnus.

Les histoires d'une photographie.

Shlomo Balsam.

Préface de Claude-Annie Gugenheim. Postface de Claude Ungar.

Éditions Elkana (www.editionselkana.com), 45 p., 15 €.

Avec comme seul point de départ une «simple» photographie de Sarah Kornfeld et de ses trois enfants, l'auteur, menant une véritable enquête

historique, retrace le parcours d'une famille juive détruite méthodiquement par l'application de la «Solution finale» en France.

Richement illustré, ce livre pédagogique explique un certain nombre de termes et donne des indications chronologiques permettant aux jeunes lecteurs de replacer l'histoire de cette famille dans le contexte historique général. Cet ouvrage propose également des activités pédagogiques pour prolonger la réflexion avec les élèves.

Policiers au combat.

De l'occupation à la Libération.

Liaisons, numéro double 109-110, août 2014, coll. «Les dossiers de la Préfecture de Police».

Éditions et diffusion: direction de l'information légale et administrative (DILA), 138 p., 10 €.

Histoire de la mémoire de la Shoah.

Olivier Laliou.

Éditions Soteca (01 47 11 22 64), 250 p., 22 €.

Jean Zay. L'inconnu de la République.

Olivier Loubes.

Armand Colin, 286 p., 19,80 €.

Louis François et les frontières

scolaires. Itinéraire pédagogique

d'un inspecteur général (1904-2002)

Sous la direction de Jean-Paul

Martin et Nicolas Palluau.

Presses universitaires de Rennes, 152 p., 16 €.

Correspondance d'avant-guerre

et de guerre.

Madeleine Michelis.

Présentations de Julien Cahon,

Marie-Claude Durand et Charles-Louis Foulon.

Préface de Jean-Louis Crémieux-Brilhac.

Éditions Le Félin (www.editions-dufelin.com), collection Résistance Liberté-Mémoire, 264 p., 20 €.

Résistances chrétiennes dans l'Allemagne nazie.

Fernand Morin, compagnon de cellule de Marcel Callo.

Dominique Morin.

Préface d'Émile Poulat.

Éditions Karthala

(www.karthala.com), 246 p., 22 €.

Écrits de prison. 1940-1944.

Jean Zay.

Préface d'Antoine Prost.

Avec les contributions de Julian Jackson, Anne Simonin, Robert O. Paxton, Benoît Verny, Claude Mouchard et Olivier Loubes.

Belin, 1052 p., 34 €.

La fédération des lauréats du concours national de la Résistance et de la Déportation

En 2009, la fédération des lauréats du concours national de la Résistance et de la Déportation a été créée à l'initiative de la Fondation de la Résistance et de la Fondation pour la mémoire de la Déportation. Il s'agissait alors de relancer sous une forme nouvelle une initiative de la CNCVR datant de 1992 qui avait abouti à la constitution d'une association nationale des lauréats qui était tombée en désuétude. Cependant, au niveau départemental, des groupements actifs et efficaces subsistaient dans l'Aisne, les Bouches-du-Rhône, la Marne et le Var. Le but commun de ces associations est de maintenir le lien né lors de la participation au concours de jeunes collégiens et lycéens qui se sont investis au-delà du strict programme de leurs classes dans l'étude d'un thème relatif à l'histoire de la Résistance ou de la Déportation pendant la période de l'occupation de l'Europe par les nazis et leurs complices.

Cette mobilisation des jeunes générations est plus que jamais d'actualité. La forme nouvelle de «fédération» a semblé plus appropriée que l'ancienne afin de s'appuyer sur l'existant plutôt que de se substituer à l'initiative locale. La fédération reçoit l'adhésion des groupements académiques et départementaux et permet aussi l'adhésion directe lorsqu'aucune organisation locale n'existe.

L'arrêté ministériel du 21 décembre 2009 relatif au Concours national de la Résistance et de la Déportation reconnaît l'existence de la fédération des lauréats qui a désormais sa place dans le jury national et dans les jurys départementaux.

Les membres de la fédération peuvent ainsi :

- assurer la promotion du concours avec les associations de Résistance et de Déportation,
- créer une association régionale ou départementale affiliée à la Fédération,
- participer au jury départemental et à la remise annuelle des prix,
- organiser des actions de mémoire sur la Seconde Guerre mondiale (exposition, conférences, cérémonies...).

Nous invitons vivement nos lecteurs à diffuser cette information auprès des jeunes qu'ils rencontrent lors des entretiens préparatoires aux épreuves du concours.

Jean Gavard

vice-président de la Fondation de la Résistance

Renseignements :

Fédération des lauréats du concours national de la Résistance et de la Déportation – 16-18, place Duplex – 75015 Paris ou sur le site de la Fondation de la Résistance :

www.fondationresistance.org

